

« Définancieriser l'environnement ! »

Intervention de Corinne Morel Darleux, secrétaire nationale, au Congrès du PG au Mans

20 novembre 2010

Mes cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades, cher-e-s invité-e-s,

Il m'a été demandé d'intervenir sur le thème « définancieriser l'environnement ». Mais auparavant je souhaite vous faire part d'un **message que nous a transmis Paul Ariès**, politologue et directeur du Sarkophage, qui nous remercie de notre invitation à assister à notre Congrès et salue tous les congressistes du Parti de Gauche. Voilà ce qu'il nous dit : « *Je ne peux malheureusement suivre en direct vos travaux mais je ne doute pas que votre congrès constituera un grand moment dans l'émergence d'une gauche résolument de gauche et résolument antiproductiviste. Nous avons commencé à labourer ensemble de nombreux chantiers, comme ceux du ralentissement, de la relocalisation, de la coopération, de la gratuité des services publics, d'une nécessaire planification écologique. Je ne doute pas un seul instant que ces graines semées finissent par germer et nous permettent d'avancer ensemble vers le « buen vivir » (le bien vivre). Salut et fraternité comme disaient nos grands ancêtres. Bon congrès du Parti de Gauche. Paul Ariès* »

Définancieriser l'environnement, donc. A l'heure d'un remaniement ministériel où on voit l'énergie se faire sortir du Ministère de l'écologie pour être mise sous la tutelle de l'économie et des finances à Bercy, on peut dire qu'une fois de plus le Parti de Gauche est en résonance avec l'actualité. Mais avant d'embrayer sur les liens obscurs entre finance et environnement, je voulais commencer par une bonne nouvelle. Voici le seul exemple que j'ai trouvé où mettre les mots environnement et finances dans la même phrase pouvait être positif. Cet été, en Équateur, le fonds de financement international du projet Yasuni a enfin été créé avec le PNUD début août. C'est un projet qui nous tient à cœur. Grâce à lui, c'est 410 millions de tonnes de CO2 qui vont être économisées, et 850 millions de barils de pétrole qui vont rester sous terre... Le hic, c'est que pendant ce temps là, de l'autre côté du Golfe du Mexique, la fuite de BP, elle, faisait couler le pétrole à flots. C'est, vous l'aurez compris, la fin des bonnes nouvelles... BP qu'on retrouve en France parmi les signataires de l'initiative 10/10 de Yann Arthus Bertrand. Cette initiative, qui se veut, je cite, "fédératrice et apolitique", consiste à réduire nos émissions de gaz à effet de serre par un engagement volontaire de petits gestes au quotidien. Ce qui lui a permis d'être signée -au hasard- par Danone Eaux France, Dassault Systèmes, Hôtel Fouquet's Barrière, le Groupe Bolloré, L'Oréal... ou encore le Ministère de l'Intérieur ! Et où tous ces belles personnes ont-elles réalisé font ils leur grande conférence médiatique du 8 octobre ? Dans les salons du Medef.

Vous commencez sans doute à voir où je veux en venir, mais prenons un autre exemple. A Notre Dame Des Landes, cet été, le projet d'aéroport a fait l'objet d'un obscur accord de financement, pour finir dans les mains du groupe Vinci ! Vinci à qui Borloo a généreusement accordé une année de concession gratuite d'autoroutes en échange de ponts à grenouille. Ces autoroutes qui ont été privatisées en 2006 pour 15 milliards d'euros et qui devraient engranger, d'ici 2032, 40 milliards de bénéfices. C'est 25 milliards d'euros bradés au privé. Belle opération. Et comme si cela ne suffisait pas, Réseaux Ferrés de France offre également à Vinci la concession exclusive de la nouvelle ligne à grande vitesse Tours-Bordeaux pour 2016. C'est la première ligne ferroviaire confiée à un groupe privé en France. C'est ainsi que bientôt, que vous preniez l'avion, la voiture ou le train, vous contribuerez aux 833.334 euros de revenu mensuel de Xavier Huillard.

BP, Vinci, mais je pourrais aussi citer Monsanto, Veolia ou Suez, ce sont toujours les mêmes qu'on retrouve aux manettes et qui, comme par hasard, tirent profit de la politique environnementale des libéraux. C'est que les intérêts financiers et économiques sont puissants, surtout quand ils sont appuyés par les gouvernants. Et surtout, ils ont bien compris tout l'intérêt qu'ils avaient à mettre la main sur le juteux marché de l'environnement. Jusqu'ici, c'était l'époque du green washing, qui consistait à se refaire

une virginité écologique à peu de frais, à grands coups de publicité verte et de signatures de pactes pour la planète qui n'engagent à rien. Maintenant c'est encore mieux, le capitalisme a compris que l'environnement pouvait enrichir davantage ceux qui s'en mettent déjà plein les poches. La pollution devient une source de profit. Et ça tombe bien ! Car ce sont les mêmes qui polluent... et qui dépolluent. Les industriels, qui nous mettent des emballages partout et créent des produits jetables et non réparables ? Pas de problème, ils nous inventent les poubelles à puces et la redevance incitative, qui consistent à faire payer les ménages pour des emballages qu'ils n'ont pas choisis ! L'eau, aux mains des multinationales, devient une marchandise source de profit. Ce sont les mêmes qui organisent la spéculation sur les denrées alimentaires et l'accaparement des terres agricoles, devenus des placements financiers et des investissements d'avenir face à la disparition des surfaces arables au profit du béton. Les mêmes, qui lorgnent sur le lithium de Bolivie et désormais d'Afghanistan pour les batteries des voitures électriques, qui vont faire la guerre pour quelques gouttes d'or noir.

Quant au climat... A Copenhague, souvenez-vous, on disait que si le climat avait été une banque, ils l'auraient déjà sauvé. En fait ce qu'ils sont en train de faire c'est de transformer le climat en une gigantesque banque, en proposant comme solution de nouveaux mécanismes financiers. Mais pour paraphraser Einstein, on ne combat pas un problème avec les causes qui l'ont engendré ! C'est bien le libre échange mondialisé et l'organisation du commerce international qui sont en grande partie responsable de la catastrophe environnementale. Et face à ça, que nous propose-t-on ? Une bourse carbone ! Une bourse, où s'échangent les droits à polluer selon la loi de l'offre et la demande, qui avec la crise a vu le prix de la tonne de CO2 s'effondrer et pourrait bien voir une nouvelle bulle spéculative gonfler.

Oui, il est temps de définancieriser l'environnement ! Il est temps d'arrêter d'accompagner le système capitaliste en espérant pouvoir le réguler. Au Parti de Gauche, le capitalisme vert non seulement on n'y croit pas, mais on le combat. Parce que l'écologie ne peut pas être traitée par ceux là même qui ont pour objectif premier de faire des profits, le plus possible et le plus vite possible ! Ceux là sont prêts à tout pour rentabiliser le capital, et on le sait, la recherche effrénée du profit se fait toujours par l'exploitation, celles des hommes et celle des écosystèmes. C'est le principe même du moteur productiviste. Pour rémunérer les actionnaires il faut vendre plus. Pour vendre plus il faut produire plus. Et pour produire plus il faut toujours plus de ressources naturelles. Pour vendre plus, il faut des produits qui ne se réparent pas, de la publicité et des modes qui donnent envie d'acheter, du crédit à la consommation et de la main d'oeuvre à bas coût. Comment croire que c'est en s'associant au monde de la finance qu'on va sauver les conditions d'une vie humaine sur Terre ? Il ne suffit pas de verdir l'économie. Aujourd'hui, plus de 50% du matériel pour l'éolien et le solaire est fabriqué en Chine, dans des conditions de travail indécentes. Où est le progrès humain ?

Une véritable politique écologique passe nécessairement par la porte de sortie du capitalisme, la définancierisation et la répartition des richesses. C'est aller chercher l'argent là où il est. C'est le revenu maximum autorisé, la progressivité de l'impôt et les droits sociaux, l'extension de la gratuité et des services publics. C'est la volonté de remettre l'intérêt général au coeur de nos politiques, et cela passe par la sortie du FMI et de l'OMC et par la désobéissance européenne. Car oui, nous devons nous libérer du boulet de la concurrence libre et non faussée, ce piège des peuples qui ne sert qu'à favoriser la finance, la spéculation et les profits. Car ce sont eux qui imposent aux pays de démanteler leurs services publics, de réduire le nombre de fonctionnaires et de casser les mécanismes de solidarité. Ce sont eux, qui financierisent l'environnement en le confiant au privé. Souvenons nous des directives européennes de libéralisation du rail et de l'énergie, qui bradent nos services publics au privé ! Souvenons nous de la résolution climat de 2009 qui fait la part belle aux mécanismes financiers et contre laquelle nous nous sommes élevés.

L'urgence environnementale impose d'agir sur le long terme, avec le souci de l'intérêt général et non de faire des profits. C'est notre combat pour la planification écologique. Celle de la relocalisation économique, de la lutte contre l'agression publicitaire et l'obsolescence programmée, celle de la transition énergétique. Celle des services publics, des biens communs, de la gratuité et de l'égalité d'accès pour toutes et tous. Voilà notre réponse à la marchandisation de tout. Et nous sommes bien décidés à la mettre en oeuvre.

Merci.